

Les entités économiques lémaniques veulent dynamiser le bois

Raphaël Jotterand

4-5 minutes

Bien que préférant parfois se tourner le dos, la France et la Suisse restent des voisins coopératifs lorsqu'il s'agit de parler business. La preuve avec la convention d'affaires de l'Union lémanique des Chambres de commerce (ULCC) qui s'est tenue ce jeudi à Divonne-les-Bains.

Sous l'égide du Conseil du Léman, qui regroupe les Chambres de commerce des cinq régions bordant le lac (l'Ain, la Haute-Savoie, Vaud, le Valais et Genève), plus de 80 acteurs français et suisses ont pris part à divers échanges entre entrepreneurs ou avec les autorités politiques.

Faire face aux défis

Le tout en traitant un sujet épineux mais d'actualité: le bois.
«L'ULCC a défini 18 filières d'excellence [on y retrouve par exemple l'horlogerie, l'agroalimentaire ou la plasturgie, ndlr] et son objectif est de faire connaître la richesse de l'économie du bassin lémanique tout en favorisant des rapprochements entre les entreprises ou les centres de recherches», précise Patrick Zurn, responsable économique de la Chambre vaudoise du commerce et de l'industrie (CVCI).

Cette année, c'est la thématique du bois qui a été logiquement choisie. «A l'heure où l'on évoque des risques de pénurie d'énergie ainsi qu'un accroissement du réchauffement climatique, nous avons tout intérêt à évoquer les qualités du bois. Que ce soit comme outil de construction ou sous la forme de pellets pour chauffer les maisons, c'est une matière dont on n'exploite pas pleinement le potentiel», estime Patrick Zurn.

Lire aussi: [Comment mieux exploiter le bois dans l'architecture en Suisse](#)

En effet, selon les chiffres fournis par le Cedotec-Office romand du Lignum, [la Suisse consomme annuellement 10,7 millions de mètres cubes de bois](#)





, tout en récoltant à peine 5,7 millions de mètres cubes sur ses terres et en n'en utilisant que 3,5 millions, le reste étant sujet à l'exportation. Une ineptie, estime Philippe Nicollier, président de Lignum Vaud. «C'est un terrible paradoxe pour nous, car à la fois nous avons ces forêts qui sont là et qu'on n'exploite pas, et pour compenser, on importe chaque année de grandes quantités de bois.» La raison? «C'est uniquement une question de coûts.»

Découvrez [notre série d'articles sur la ruée sur le bois](#).

Repenser son usage

Envisager de nouvelles collaborations avec la France, Philippe Nicollier dit oui. «La marque de papeterie Caran d'Ache, dont le siège se situe à Thônex dans le canton de Genève, nous a fait part de son souhait d'effectuer un tiers de sa production en Suisse. C'est une excellente nouvelle, lance-t-il. Le problème, c'est que

plutôt que de prendre du bois à Annemasse, nous devons en faire venir de Thurgovie pour plusieurs raisons administratives. Ce n'est pas cohérent. L'idée est donc de faciliter certaines démarches par le biais de ces rencontres.»

Présent lors de cette réunion en France voisine, le conseiller d'Etat vaudois Frédéric Borloz s'est réjoui de ces échanges. «Depuis quelque temps le bois a retrouvé une nouvelle valeur, à la fois comme carburant renouvelable mais aussi comme matériau noble de construction. Nous avons tous les mêmes préoccupations et il est primordial de réfléchir à d'éventuelles collaborations.»

Lire aussi: [«Ici, on n'exploite pas la forêt, on fait de la sylviculture»](#)

Chef du Département de l'enseignement et de la formation professionnelle mais également chargé des affaires transfrontalières, le Chablaisien veut montrer le bon exemple. «Nous sommes en pleine réflexion pour savoir quels matériaux nous allons utiliser dans l'avenir. Le béton aura toujours une place évidente qu'on va garder, mais la question est de savoir par quoi on le complète. Et je pense que le bon moment est venu d'utiliser le bois, indique-t-il. Dans le canton de Vaud nous avons plusieurs exemples comme le gymnase d'Aigle ou le nouveau Centre de formation professionnelle de Vennes qui ont été pensés ainsi.»

